

Le cumul emploi-retraite et la retraite progressive sont deux dispositifs permettant de cumuler sa pension de retraite avec une activité. Instaurée en 1988, la retraite progressive peut s'appliquer dès 60 ans. Le cumul emploi-retraite existe pour sa part depuis 1945, mais ses conditions d'exercice ont été modifiées plusieurs fois, notamment par les réformes de 2003 et de 2014. En 2019, 535 000 assurés sont en cumul emploi-retraite, tandis que la retraite progressive ne concerne que 22 000 personnes à la fin de l'année.

## La retraite progressive depuis la loi du 20 janvier 2014

La retraite progressive facilite la transition vers la retraite, en permettant de cumuler une activité professionnelle à temps partiel avec une fraction de la pension de retraite, tout en continuant à cotiser pour sa retraite, afin d'en augmenter son montant futur. Tous les assurés ne sont pas éligibles à la retraite progressive. Elle concerne les salariés du régime général et des régimes alignés, les exploitants agricoles et les agents non titulaires de la fonction publique. Les non-salariés non agricoles (indépendants et professions libérales), les fonctionnaires et les agents des régimes spéciaux en sont donc exclus. Instaurée par la loi du 5 janvier 1988<sup>1</sup>, la retraite progressive a connu plusieurs évolutions, notamment en ce qui concerne les conditions d'accès au dispositif (âge et nombre de trimestres) [encadré 1].

Depuis la réforme de 2014, la retraite progressive est accessible dès 60 ans, soit avant l'âge minimum légal de la retraite de droit commun (62 ans à partir de la génération née en 1955). En plus de la condition d'âge et de la nécessité d'exercer une activité réduite ou à temps partiel<sup>2</sup> (entre 40 % et 80 %) – ce qui nécessite l'accord de l'employeur –, les personnes voulant bénéficier d'une telle mesure doivent avoir validé une durée d'assurance tous régimes

d'au moins 150 trimestres<sup>3</sup>. La pension de retraite progressive versée est alors égale à la proportion de la pension totale équivalente à la réduction de l'activité ou du temps partiel. Ainsi, avec la retraite progressive, une personne qui travaille à 80 % perçoit 20 % de sa pension de retraite.

Le passage à la retraite progressive entraîne la liquidation des droits à la retraite dans tous les régimes où celle-ci s'applique, ainsi que dans certains régimes complémentaires. La fraction de pension servie est la même pour tous ces régimes. Dans le cas où l'assuré ne dispose pas de la durée d'assurance requise pour bénéficier du taux plein, une décote est appliquée à sa pension, sans pouvoir dépasser une minoration de 25 % (équivalent à cinq années de décote). Au moment de la cessation totale de l'activité, les pensions de retraite sont calculées sur la base de la réglementation en vigueur, sous réserve que l'assuré ait atteint l'âge minimum légal d'ouverture des droits. Ce nouveau calcul intègre les droits acquis pendant la période de retraite progressive<sup>4</sup>.

## Fin 2019, trois bénéficiaires sur quatre de la retraite progressive au régime général sont des femmes

Fin 2019, un peu plus de 22 000 personnes ont recours à la retraite progressive (tableau 1). Bien que leur nombre augmente fortement depuis 2015

1. La retraite progressive est prévue aux articles L. 351-15 et L. 351-16 du Code de la Sécurité sociale.

2. Pour les exploitants agricoles, c'est la baisse de la surface exploitée (entre 20 % et 60 %) qui est prise en compte.

3. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015, les trimestres dans les régimes spéciaux n'étaient pas retenus dans la condition de durée validée.

4. La pension recalculée ne peut pas être inférieure à celle qui a servi de base de calcul à la retraite progressive.

(il a été multiplié par 3,9), ce dispositif demeure très marginal, notamment en comparaison du cumul emploi-retraite.

Au 31 décembre 2019, 21 500 personnes bénéficient d'une retraite progressive à la CNAV (tableau 1), dont 73 % sont des femmes. Par rapport à 2018, le nombre de bénéficiaires a augmenté de 19 %. Ces derniers sont âgés en moyenne de 61,6 ans : 61,5 ans pour les femmes et 62,0 ans pour les hommes.

À la MSA salariés, près de 800 personnes ont recours à ce dispositif, dont 56 % sont des femmes. Dans ce régime, l'âge moyen des bénéficiaires est de 63,2 ans.

### Le cumul emploi-retraite depuis la loi du 20 janvier 2014

Le dispositif de cumul emploi-retraite existe depuis la création du système de retraite en 1945<sup>5</sup>. Il prévoit la possibilité pour un retraité

#### Encadré 1 La retraite progressive avant la loi du 20 janvier 2014

La retraite progressive est instaurée par la loi n° 88-16 du 5 janvier 1988. À sa création, elle est accessible, dès 60 ans (âge minimum légal de départ à la retraite de l'époque), aux salariés du secteur privé ayant validé 150 trimestres.

La loi du 22 juillet 1993 durcit les conditions d'accès à la retraite progressive en rehaussant la durée d'assurance requise de 150 à 160 trimestres, tout en maintenant l'âge minimum à 60 ans. À l'inverse, la loi du 21 août 2003 assouplit ce dispositif en abaissant la durée d'assurance nécessaire à 150 trimestres, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2006. Les assurés peuvent donc bénéficier d'une retraite progressive sans pour autant justifier du taux plein (ce dernier étant fixé à l'époque entre 160 et 166 trimestres selon les générations).

Jusqu'à la réforme des retraites de 2014, seuls les assurés ayant atteint l'âge légal d'ouverture des droits<sup>1</sup> peuvent bénéficier de la retraite progressive.

Les périodes cotisées pendant la retraite progressive procurent de nouveaux droits à la retraite, pris en compte au moment du départ définitif. Ce dispositif était, à l'origine, conçu pour être limité dans le temps, mais il a été prolongé par décrets (en 2008 et 2009) jusqu'au 31 décembre 2010, avant d'être pérennisé par la réforme des retraites de 2010.

1. Selon l'article L. 351-15 du Code de la Sécurité sociale, il faut « avoir atteint l'âge prévu au premier alinéa de l'article L. 351-1 ».

**Tableau 1 Retraités en retraite progressive en 2019**

	Effectifs						Part parmi les retraités de l'année ayant entre 60 et 69 ans (en %)			Âge moyen (en années)		
	Ensemble			Femmes	Hommes	Part des femmes (en %)	Ensemble	Femmes	Hommes	Ensemble	Femmes	Hommes
	2015	2018	2019	2019			2019			2019		
CNAV	5 208	18 150	21 530	15 620	5 910	73	3,6	4,8	2,2	61,6	61,5	62,0
MSA salariés	542	790	790	440	350	56	1,7	2,4	1,3	63,2	62,7	63,8
<b>Ensemble</b>	<b>5 750</b>	<b>18 940</b>	<b>22 310</b>	<b>16 060</b>	<b>6 260</b>	<b>72</b>	<b>3,5</b>	<b>4,7</b>	<b>2,1</b>	<b>61,7</b>	<b>61,5</b>	<b>62,1</b>

**Champ >** Retraités bénéficiant d'une retraite progressive au 31 décembre 2019, résidant en France ou à l'étranger, vivants au 31 décembre de l'année et percevant un droit direct hors versement forfaitaire unique.

**Source >** DREES, EACR.

5. Le cumul emploi-retraite est prévu à l'article L. 161-22 du Code de la Sécurité sociale.

de reprendre une activité rémunérée tout en ayant liquidé sa pension. Les modalités du dispositif ont été modifiées, notamment par la loi du 21 août 2003 et par la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2009 (encadré 2). Le régime actuellement en vigueur est celui prévu par la loi du 20 janvier 2014.

Les changements qui résultent de cette loi s'appliquent aux pensions prenant effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015. La cessation d'activité, notamment, n'est plus obligatoire pour les liquidations survenues avant 55 ans<sup>6</sup>. Par ailleurs, le cumul emploi-retraite est possible sous deux formes : le cumul libéralisé (ou intégral), ou le cumul plafonné.

Le cumul intégral est possible depuis la loi de 2009. Il est accessible à condition d'avoir atteint

l'âge d'ouverture des droits et d'avoir obtenu la durée d'assurance tous régimes requise pour le taux plein, ou d'avoir atteint l'âge d'annulation de la décote. En outre, l'assuré doit avoir liquidé l'ensemble de ses pensions légalement obligatoires. De ce fait, les pensions liquidées avec une décote ou à taux plein dans le cadre d'un dispositif spécifique (handicap, incapacité permanente, pénibilité, inaptitude au travail, etc.) sans avoir la durée requise pour le taux plein sont exclues du cumul intégral<sup>7</sup>.

Lorsque les conditions pour bénéficier du cumul intégral ne sont pas remplies, un cumul plafonné est possible, dont les règles dépendent du régime d'affiliation. La somme du revenu d'activité et du revenu de remplacement ne doit alors pas dépasser un certain seuil<sup>8</sup>. Dans le cas contraire,

### Encadré 2 Les règles de cumul entre 2004 et 2014

La loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites fixe les règles suivantes en matière de cumul emploi-retraite : quel que soit le régime, il est possible de cumuler intégralement une pension avec une activité, si celle-ci relève d'un autre régime. En revanche, le cumul d'un emploi et d'une retraite au sein d'un même régime est soumis à des règles qui diffèrent d'un régime à l'autre. Ainsi, au régime général, les bénéficiaires d'une pension de droit direct peuvent cumuler leur pension de retraite avec un revenu d'activité relevant du même régime :

- si la reprise d'activité, lorsqu'elle est effectuée auprès du dernier employeur, intervient plus de six mois après la date d'effet de la pension ;

- et si le total des nouveaux revenus professionnels et des pensions de retraite de base et complémentaires relevant de la carrière de salarié dans le secteur privé est inférieur au dernier salaire perçu avant la date d'effet de la pension, ou à 1,6 fois le smic si cette limite est plus avantageuse.

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2009<sup>1</sup> assouplit les modalités de cumul emploi-retraite. Tout retraité, quel que soit son régime de retraite, peut ainsi cumuler intégralement ses pensions de retraite avec des revenus d'activité professionnelle (y compris chez son dernier employeur de façon immédiate), dès lors qu'il liquide son droit à pension au taux plein (au titre de la durée ou de l'âge) et qu'il fait valoir l'ensemble de ses droits à retraite. Il s'agit du cumul emploi-retraite libéralisé ou intégral.

Si le retraité ne remplit pas toutes les conditions nécessaires au cumul intégral, il peut alors cumuler ses revenus d'activité avec sa retraite, mais sous certaines conditions et dans une certaine limite.

1. Article 88 de la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la Sécurité sociale pour 2009.

6. Les élus et certaines activités comme les activités artistiques ne relèvent pas non plus de cette obligation de cessation d'activité.

7. À l'exception des départs anticipés au titre du Compte professionnel de prévention, pour lesquels peut s'appliquer le cumul intégral dès l'âge d'ouverture des droits sans condition sur leur durée validée.

8. Ce seuil correspond, soit à la moyenne mensuelle des salaires soumis à CSG du mois de la cessation de l'activité salariée et des deux mois civils précédents, soit à 1,6 fois le smic si cette limite est plus avantageuse.

la pension de retraite est, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2017, réduite jusqu'à due concurrence. Avant cette date, la retraite était suspendue<sup>9</sup>.

### Depuis 2014, une harmonisation des règles entre régimes

La loi du 20 janvier 2014 clarifie et harmonise par ailleurs les conditions de cumul entre emploi et retraite. Avant cette loi, ces conditions étaient très différentes selon que le régime dans lequel une personne liquidait sa retraite était ou non le même que celui dans lequel elle reprenait une activité. Auparavant, pour percevoir une pension, l'assuré devait liquider l'ensemble de ses droits uniquement au sein du ou des régimes concernés (les régimes de la fonction publique, par exemple). Il pouvait ensuite reprendre une activité relevant d'un autre groupe de régimes (cumul interrégimes) et continuer à accumuler des droits

à retraite dans le nouveau régime. En revanche, la reprise d'activité dans le même régime (cumul intrarégime) ne permettait pas la validation de nouveaux droits à retraite.

La loi du 20 janvier 2014 harmonise les traitements entre cumuls interrégimes et intrarégime. La reprise d'activité ne génère, dorénavant, plus aucun droit à retraite. En effet, la pension de retraite n'est pas liquidée de nouveau après la fin de cumul emploi-retraite. Ce dispositif ne permet donc pas d'augmenter les droits acquis par les périodes de cumul (qui ont donné lieu à cotisations). Il s'agit d'une différence essentielle avec la retraite progressive.

En 2019, selon l'enquête Emploi de l'Insee (voir fiche 22), 535 000 personnes résidant en France déclarent cumuler une pension de retraite et un revenu d'activité<sup>10</sup> (en moyenne sur l'année), dont 42 % sont des femmes (tableau 2). ■

**Tableau 2** Effectifs de retraités en situation de cumul d'une activité avec la retraite, de 2014 à 2019

Année	Effectifs de cumulants (en milliers)	Part parmi les retraités (en %)	Proportion de femmes (en %)
2014	464,5	3,4	44
2015	486,5	3,5	40
2016	463,4	3,3	42
2017	480,6	3,4	45
2018	489,1	3,4	42
2019	535,4	3,7	42

**Note** > Y compris retraite progressive.

**Champ** > Retraités de 55 ans ou plus, résidant en France hors Mayotte et vivants au 31 décembre de l'année, hors retraités résidant en institution (Ehpad, etc.).

**Sources** > Insee, Enquête Emploi en continu 2014 à 2019, calculs DREES.

#### Pour en savoir plus

- > Berteau-Rapin, C. (2018, juin). Qui part en retraite progressive aujourd'hui ? CNAV, *Cadr'@age*, 37.
- > Conseil d'orientation des retraites (COR) Séance du 30 mars 2016 (document 8 : Statistiques sur la retraite progressive).
- > Conseil d'orientation des retraites (COR) (2015, septembre). Réunion du Conseil du 23 septembre 2015 (documents 3, 4 bis, 5 et 5 bis).

9. Le décret n° 2017-416 du 27 mars 2017 met en place l'écurement de la pension de retraite des assurés en cumul emploi-retraite plafonné en cas de dépassement du plafond de revenus.

10. Ce chiffre inclut le cumul emploi-retraite et la retraite progressive, car celle-ci ne peut pas être distinguée du cumul emploi-retraite dans l'enquête Emploi de l'Insee (voir fiche 22).